



Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique ASBL
Coördinatiecomité van de Joodse Organisaties van België VZW
Belgian Section of the European Jewish Congress and the World Jewish Congress

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Antisémitisme au Carnaval d'Alost : UNIA déçoit

Bruxelles, 24 octobre 2019

Le Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique (CCOJB) condamne fermement le manque de discernement d'UNIA dans le dossier des caricatures antisémites qui ont défilé au Carnaval d'Alost.

Le CCOJB ne sonde pas les intentions profondes d'UNIA, et n'a pas non plus prêté une intention quelconque aux organisateurs du Carnaval d'Alost. Le CCOJB ne peut que déplorer les conséquences désastreuses du Carnaval: la diffusion massive (directement et indirectement) de préjugés antisémites extrêmement chargés (nez crochus, contrôle de l'économie et des banques,...). Est-ce ceci que nous voulons montrer à nos enfants? Ceci rappelle les chants haineux, racistes, homophobes entonnés dans les stades de football, sous couvert de folklore. La teneur du plus récent communiqué d'UNIA nous laisse donc perplexes.

Le dialogue est un outil puissant. Cependant, lorsqu'il produit un discours lénifiant et une analyse juridique stérile, il n'est que le masque de la paresse.

Il est tout de même saisissant de constater qu'il n'y a que notre pays qui semble indifférent à cette problématique: la Commission européenne et l'UNESCO avaient évidemment et justement réagi pour condamner les dérives antisémites du Carnaval. La presse mondiale s'en était fait l'écho. S'agit-il pour UNIA de faire la leçon à l'UNESCO et à d'autres pour rendre acceptables des dérives dénoncées comme antisémites par les victimes elles-mêmes?

Yohan Benizri, président du CCOJB et vice-président du Congrès juif européen et du Congrès juif mondial, a déclaré: "UNIA n'a pas vocation à se substituer aux victimes de discriminations, ni à donner blanc-seing juridiquement et moralement pour qu'une situation malheureuse se répète ou empire. Ce faisant, et probablement malgré elle, cette institution se décrédibilise violemment aux yeux de certaines populations qu'elle entend défendre. Nous prendrons contact avec les acteurs concernés pour exprimer notre position."

Notre premier ministre l'a dit et répété en matière de discrimination: "la honte doit changer de camp."